



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 28/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERROPEM MONTRICHER

USINE DE MONTRICHER
B.P. 1
73870 LES KARELLIS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement FERROPEM MONTRICHER implanté Usine de Montricher Route des Karellis 73870 Saint-Julien-Mont-Denis. L'inspection a été annoncée le 02/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est inscrite dans la continuité des inspections des étés 2022 et 2023 sur les prélèvements et consommations d'eau au sein de l'établissement. Elle a également été l'occasion d'aborder le respect de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant du régime de l'autorisation ainsi que de contrôler par sondage certaines prescriptions relatives à la prévention du risque légionelle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERROPEM MONTRICHER
- Usine de Montricher Route des Karellis 73870 Saint-Julien-Mont-Denis
- Code AIOT : 0006104426
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de Montricher de la société FERROPEM se situe dans le département de la Savoie (73), dans la vallée de la Maurienne, sur la commune de Montricher-Albanne, en rive gauche de la rivière Arc. Elle a été créée en 1914 et emploie aujourd'hui environ 180 personnes. Elle est spécialisée dans la fabrication de silicium et de fumée de silice destinés respectivement :

- à l'industrie chimique (silicium - 42% du volume de production);
- à l'industrie métallurgique (silicium - 18% du volume de production)
- à la fabrication des bétons et mortiers hautes performances (fumées de silice - 40% du volume de production).

Les installations de l'usine de Montricher comprennent principalement :

- des fours électriques (fours 4, 5 et 6 - puissance respective de 15, 15 et 20 MW) dans lesquels s'effectue la réduction du quartz en présence de houille, de coke et de bois ;
- des installations de broyage / concassage de silicium ;
- des stockages de matières premières et de produits finis.

Les installations sont mises à l'arrêt annuellement entre janvier et mars dans le but de réaliser diverses opérations de maintenance (période annuelle de grand entretien - 6 M€ d'investissements réalisés en 2023).

Les matières premières sont acheminées sur le site par transport ferroviaire (houille et quartz) ou par camions (bois). Les expéditions sont exclusivement réalisées par transport routier.

L'exploitation des installations est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/12/2008 et par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 14/08/2014, 13/01/2016, 19/11/2019 et 29/06/2022.

La prise de poste du directeur et du responsable QHSEE de l'usine de Montricher en 2022 fait suite à l'absence d'un responsable environnement pendant environ un an et demi ainsi qu'à un contexte de crise économique difficile.

Thèmes de l'inspection :

- Prélèvements
- AN24 PFAS
- Biocides
- Eau de surface
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan hors fiches de constats

L'exploitant a profité de l'inspection sur le thème des prélèvements d'eau pour faire un point d'avancement sur ses projets en cours sur le sujet :

- Changement du système de refroidissement du four 6

Le four 6 est aujourd'hui refroidi par un circuit ouvert par évaporation, dernier four du groupe en France avec cette technologie. Les alternatives sont à l'étude et les chiffrages sont en cours. Le scénario privilégié à ce stade est un refroidissement identique à celui des fours 4 et 5, à savoir l'utilisation de l'eau issue de la retenue de Saint-Martin-la-Porte qui arrive via la conduite forcée, dans le circuit secondaire d'un échangeur (refroidissement par eau en circuit ouvert). Cette technologie serait la plus économe en énergie d'après l'exploitant. Cela nécessiterait de solliciter l'intégralité du prélèvement annuel autorisé dans l'arrêté préfectoral, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui (prélèvement annuel maximal déclaré dans GERP de 2 135 247 m³ en 2022 pour une autorisation de 4 380 000 m³/an). L'exploitant évoque même le besoin d'augmenter cette autorisation de prélèvement, en lien également avec EDF qui exploite la retenue et est liée par convention avec l'exploitant. D'une manière générale, le refroidissement en circuit ouvert n'est pas la technologie préconisée réglementairement. Par conséquent, l'exploitant devra veiller dans son porter à connaissance à bien faire figurer tous les éléments justifiant de la pertinence de ce choix et des impacts associés sur la ressource en eau et les milieux aquatiques.

- Remise en place d'un forage en nappe de secours

L'exploitant souhaiterait être autorisé à nouveau à prélever dans les eaux souterraines (nappe alluviale) en cas de rupture d'approvisionnement depuis la retenue de Saint-Martin-la-Porte. Cette

autorisation existait dans l'arrêté préfectoral du 16/12/2008. L'impact hydrogéologique d'un tel ouvrage en nappe devra être étudié pour appuyer la demande.

Conformément à l'article R.512-46-23 du code de l'environnement, les modifications projetées devront être portées, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation dans un porter à connaissance.

2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande d'action corrective	3 mois
2	Identification des usages de l'eau	Arrêté Préfectoral du 06/12/2008, article 4.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande d'action corrective	3 mois
5	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Sécheresse- Cas des sites demandant une exemption - Cas 3	Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article Annexe 3	Sans objet
6	Analyses PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
7	Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
8	Prévention du risque légionelle	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.1.1.a	Sans objet
9	Biocides	Règlement européen du 22/05/2012, article 17 et 89.2 du règlement (UE) n°528/2012	Sans objet
10	Conditions de stockage des produits de traitement TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 2.10	Sans objet

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection relative aux prélèvements et consommations d'eau du site s'inscrivait dans la continuité des inspections du 28/07/2023 et 09/08/2022 sur le même thème. Il ressort de cette inspection que l'exploitant dispose de la connaissance de ses prélèvements d'eau via les suivis et les compteurs mis en place, même si celle-ci pourrait être encore améliorée. Ces données sur les utilisations d'eau sur le site mériteraient d'être regroupées, consolidées et exploitées de façon à pouvoir déterminer et suivre le volume d'eau effectivement consommé par le site et non restitué au milieu, par exemple via le plan de sobriété hydrique (PSH). En l'état, en l'absence de connaissance de ce volume d'eau réellement consommé et au vu du peu d'actions mises en œuvre en vue de réduire cette consommation d'eau, **il ne peut être considéré que les besoins en eau du site ont été réduits au minimum. Par conséquent, en cas de sécheresse, le cadre général de restriction de l'arrêté cadre sécheresse de la Savoie s'applique.**

Cette inspection a également permis d'aborder le respect de l'arrêté du 20/06/2023 relatif à la mesure des PFAS dans les rejets aqueux. Les trois mesures ont été réalisées et aucun PFAS n'a été quantifié dans les rejets aqueux de l'établissement. La liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées doit toutefois être formalisée.

Le contrôle des prescriptions relatives à la prévention du risque légionelle et au respect des règlements européens sur les biocides contrôlés par sondage n'a pas révélé d'écart.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté différents plans pendant l'inspection, notamment le plan 0061 A « Analyses environnementales- Activités - plan des réseaux de l'usine » daté du 11/05/2018 consulté directement dans la GED de l'établissement. Le nouvel emplacement du point de prélèvement et le compteur gare notamment n'y figurent pas.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n°1 : l'exploitant met à jour ses plans des réseaux (délai : 3 mois)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Identification des usages de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2008, article 4.3.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance et suivi des consommations d'eau

Prescription contrôlée :

Article 4.3.1 Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- 1 les eaux exclusivement pluviales et eaux susceptibles d'être polluées
- 2 les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment celles collectées dans le bassin de confinement visé à l'article 7.6.6.1), les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction)
- 3 les eaux polluées : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, les purges des chaudières...
- 4 les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux de lavabos et douches, les eaux de cantine.

L'eau utilisée pour le lavage du quartz est recyclée avec un taux de recyclage supérieur à 80%. Les effluents résiduels font l'objet d'une décantation. Le dispositif de décantation fait l'objet d'un entretien régulier.

Les eaux domestiques transitent par une fosse septique avant rejet dans le milieu récepteur.

Constats :

Comme indiqué dans la fiche de constat n°3 de l'inspection de juillet 2023, les prélèvements d'eau de l'établissement sont réalisés au droit des points suivants:

- sur le réseau public (non réglementé dans l'arrêté préfectoral);
- dans le milieu naturel depuis la conduite forcée mise en œuvre sur l'Arc au droit de la retenue de Saint-Martin-la-Porte (prélèvement maximal autorisé de 4 380 000 m³/an, 500 m³/h et 12 000 m³/jour). L'exploitant a précisé que cette conduite est commune avec l'entreprise TRIMET et que le prélèvement est réalisé par gravité.

L'établissement se situe dans la zone de gestions sécheresse « Maurienne » au titre de l'arrêté préfectoral n°2023-0424 fixant pour le département de la Savoie le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période d'étiage pour les cours d'eau et les nappes souterraines.

Depuis l'inspection de l'été 2022, l'exploitant a mis en place un relevé journalier de ses compteurs d'eau et un fichier de suivis de ces derniers dont la dernière version a été transmise en amont de l'inspection.

Un point détaillé a été réalisé sur:

- les différents usages de l'eau au sein du site ;
- les compteurs éventuels associés aux différents usages ;
- l'estimation des volumes d'eau associés et leurs exutoires afin d'identifier si l'eau est consommée ou rejetée.

Prélèvement total milieu via la conduite forcée

L'exploitant dispose d'un compteur général à l'entrée d'eau industrielle dans son établissement. Ce compteur était en panne depuis le 20 septembre 2023 et a été remplacé fin mars 2024, permettant une reprise des mesures des volumes prélevés le 30 mars 2024.

Depuis cette date, le volume total prélevé sur 111 jours est de 25 430 m³. Il est intéressant de noter que les prélèvements ont été nuls sur 13 jours fin mai début juin du fait de chasse du barrage EDF (risque de crue) qui alimente le site via une conduite forcée partagée avec le site TRIMET (convention avec EDF à hauteur de 500 m³/h, qui correspond à la valeur autorisée). **Cela correspond sur la période de fin mars à mi juillet 2024 à un volume moyen de 289 m³/jour et à une valeur maximale de 1247 m³/jour le 7 mai 2024.** Le site est autorisé à un prélèvement

journalier de 12 000 m³/jour.

Cela est cohérent avec la déclaration au titre de l'année 2023 : 1 470 859 m³ prélevés pour une autorisation à 4 380 000 m³.

L'exploitant relève les compteurs de façon journalière, toutefois, il exploite les résultats de ces relevés mensuellement avec un calcul de la consommation mensuelle mais sans comparaison avec les mois précédents. Il apparaît que l'exploitant n'a pas mis à jour la formule de calcul des consommations mensuelles, journalières et horaires de son fichier de suivi avec la mise en place du nouveau compteur. Les valeurs indiquées sont erronées et nécessitent d'être reprises. D'autres part, quelques valeurs sont aberrantes mais il n'est pas aisé de les repérer car il n'y a pas de calcul du volume prélevé par jour et pas de graphique associé. Cela illustre bien le non suivi et la non exploitation de ce tableau, qui ne permettrait pas de détecter une dérive.

a) Refroidissement du métal liquide au niveau des installations de recoulée

Les 2 chaînes de coulée disposent d'un arrosage lors de la coulée (voir photo). Un compteur intitulé « alimentation chaînes 1 et 3 » permettant de suivre cette utilisation d'eau est relevé quotidiennement. Toutefois ce compteur était en panne et a été remplacé le 25 juin 2024. Pour 2024, le suivi des consommations a donc commencé fin juin. Depuis la mise en service du compteur, le volume journalier prélevé varie entre 6 m³/jour le 2 juillet et 449 m³/jour le 14 juillet. Le volume moyen relevé sur ce compteur est de 240 m³/jour. L'exploitant indique que cela dépend de la production et des conditions météo (température notamment).

Ce compteur mesure également la consommation d'eau des deux dégrasseuses (une par ligne). Il a pu être constaté lors de la visite qu'une partie de l'eau est récupérée par gravité et s'écoule dans un caniveau qui rejoint le bassin de décantation général du site. Ce caniveau n'est pas instrumenté et aujourd'hui l'exploitant ne peut déterminer le volume rejeté en sortie des deux lignes de coulées ni les teneurs en polluants de ces eaux.



c)

b) Refroidissement des circuits fermés de refroidissement des fours 4 et 5.

L'exploitant a indiqué le jour de l'inspection un débit au niveau du circuit de refroidissement du

four de 110 m³/h par four soit 220 m³/h pour les deux fours. Il a précisé que l'intégralité de ce volume est restituée au bassin de décantation après passage dans l'échangeur. Il s'agit donc d'un refroidissement par eau en circuit ouvert. L'eau est restituée au cours d'eau environ 5 km en aval du barrage.

Les deux canalisations d'alimentation des échangeurs disposent de débitmètre qui ont été relevés lors de la visite des installations (21 m³/h au niveau du débitmètre « F5 eau froide échangeur » et 76 m³/h au niveau de débitmètre « F4 eau froide échangeur »). Les valeurs relevées n'étaient pas stables mais étaient en augmentation. Il n'y a pas de compteur sur ces canalisations, l'exploitant n'a donc pas d'accès facile aux volumes utilisés pour le refroidissement des fours.

c) Refroidissement du Four 6 par le biais des tours aéroréfrigérantes (circuit ouvert par évaporation)

Sur l'année 2023, le compteur d'eau d'apport a été bloqué et inopérant en mai et en août 2023. Il a été remplacé courant septembre 2023. La consommation d'eau de la TAR a été estimée en 2023 à 38 000 m³.

d) Arrosage maîtrisé des stocks de quartz pour limiter les risques d'envol de poussières

Un compteur a été installé en 2021 pour mesurer la quantité d'eau utilisée pour cet usage. Les relevés de ce compteur figurent dans le relevé des compteurs consulté. Le relevé depuis début 2024 met en évidence une consommation nulle sur les 3 premiers mois de l'année et une consommation totale au 17 juillet 2024 à 1390 m³. Ce poste de consommation, qui varie également en fonction des conditions météo, reste un poste de consommation négligeable de l'installation.

Lors de l'inspection, il a été essayé d'obtenir un ordre de grandeur des proportions d'utilisation entre ces différents usages. Il ressort des échanges sur le mois d'août 2023 que le poste b) de refroidissement des fours 4 et 5 avec restitution théorique complète au milieu (sans les fuites potentielles dans les réseaux) représente 87 % de l'eau prélevée au milieu.

Sur les 13 % restant qui sont considérés comme consommés en août 2023, l'eau de refroidissement des coulées par aspersion représenterait 69 % de l'eau consommée (même si comme détaillé ci-dessus, une partie de l'eau provenant de l'aspersion des coulées est restituée), le refroidissement sur les TAR 4 % et l'arrosage des stocks de quartz 1 %. Ces chiffres nécessitent d'être consolidées à une échelle de temps plus représentative (certains usages étant saisonniers), par exemple à l'échelle annuelle ou évalués au regard de paramètres qui les impactent (météo, fonctionnement des fours, etc.)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 : l'exploitant consolide et met en place un suivi détaillé et régulier des utilisations d'eau au sein de son site, en distinguant les volumes qui sont entièrement restitués au milieu de ceux qui sont consommés. Ces éléments pourraient utilement figurer dans le PSH.

Demande n°3 : l'exploitant consolide la connaissance disponible sur les volumes d'eau utilisée sur les deux lignes de coulées et son évolution dans le temps au regard de l'activité : volume moyen et maximum. Ce poste d'utilisation nette d'eau paraissant un des postes les plus important du site, il serait utile de pouvoir évaluer la quantité d'eau rejetée (et la qualité) en instrumentant même temporairement le rejet. En fonction de ces éléments, il pourrait être intéressant de réfléchir à la destination de ces eaux (réutilisation par exemple).

Demande n°4 : l'exploitant essaie d'évaluer ou d'estimer le volume moyen sur une année prélevée pour le refroidissement des fours 4 et 5 (par exemple en exploitant des relevés instantanée du

débit). Le cas échéant, si le choix est fait de passer sur le même système de refroidissement sur le four 6, ces chiffres seront utiles pour étayer le porter à connaissance et justifier les volumes potentiellement demandés.
Demande n°5 : au vu des défaillances constatées sur les compteurs, l'exploitant détaille la maintenance préventive réalisée sur ces organes voire la renforce de façon à se prémunir des pannes. Il s'engage sur un délai de réparation des compteurs d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : L'exploitant a indiqué avoir aménagé récemment un point de prélèvement en sortie de son bassin de décantation avec une mesure en continu du débit accréditée COFRAC. Il n'y a toutefois pas d'enregistrement du débit rejeté mesuré en continu dont l'exploitant ne fait pas de suivi. Aucune mesure du débit n'avait pu être réalisée sous accréditation préalablement à cette installation, même par les laboratoires agréés intervenant (en routine ou dans le cadre de contrôles inopinés).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n°6 : L'exploitant transmet les documents relatifs aux dispositifs installés (schéma, PV d'installation, attestation COFRAC, etc.) Demande n°7 : L'exploitant s'assure de pouvoir accéder aux valeurs de mesures de débit mesurées en continu, de façon à pouvoir effectuer un suivi de ce dernier et de le corrélérer avec ses utilisations de l'eau sur le site (cf constat précédent)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Sécheresse- Cas des sites demandant une exemption - Cas 3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Présence et complétude du PSH
Prescription contrôlée :

Les restrictions ci-dessus ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

- les activités commerciales, artisanales et industrielles présentant une faible consommation d'eau annuelle. Cela concerne les établissements consommant moins de 1000 m³/an via prélèvement direct dans le milieu naturel et moins de 7000 m³/an au total. Une utilisation économe de l'eau est néanmoins mise en œuvre ;
- les établissements qui disposent d'un arrêté préfectoral comportant des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse, sous réserve que cet arrêté conduise à des réductions effectives en fonction des différents seuils, au-delà des mesures génériques (arrosage, fontaines, lavage, sensibilisation) ;
- les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production ou via le report des opérations de maintenance consommatrices d'eau. Ces différents éléments sont détaillés dans un Plan de Sobriété Hydrique (PSH), dont le contenu est fixé par les services de l'État. Ce document est mis à disposition des services de contrôle et devra être mis à jour au minima tous les 5 ans.

Constats :

L'exploitant souhaite bénéficier d'une adaptation des restrictions en cas de sécheresse et a réalisé un PSH en ce sens. La dernière version du PSH a été transmise préalablement à l'inspection.

Comme déjà relevé lors de l'inspection de juillet 2023, le remplissage du PSH est partiel. Les différents usages sont listés mais aucun détail des volumes associés à chaque usage n'est précisé (cf constat n°2). Les informations sur les volumes rejetés et restitués au milieu par rapport à ceux prélevés ne sont pas non plus précisés. Le schéma hydraulique est incomplet et pas assez précis pour permettre une compréhension des flux d'eau dans l'installation.

Les productions annuelles de silicium sont renseignées, toutefois l'exploitant n'a pas procédé à un calcul de la consommation d'eau à production équivalente. L'inspection a procédé à ce calcul qui met en évidence une augmentation du nombre de m³ prélevée par tonne de silicium produite depuis 2017 (41 m³ par tonne produite en 2017 contre 67 m³ par tonne produite en 2022 et 63 m³ par tonne produite en 2023). L'exploitant a indiqué que cet indicateur n'était peut-être pas pertinent mais n'a pas encore réfléchi ni travaillé sur le sujet.

Au niveau des actions de réduction pérenne recensées depuis 2017, le PSH mentionne l'installation d'un compteur au niveau de l'usage d'arrosage des stocks de quartz en 2021 et une suppression des systèmes de refroidissement sur les cheminées en 2023 non quantifiée en volume. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que cette action n'avait que peu d'impact sur les prélèvements d'eau.

Aucune recherche de fuite sur les réseaux n'a été réalisée et aucune action d'optimisation ou de réduction des prélèvements d'eau n'a donc encore été conduite à ce jour. De plus, la connaissance des usages de l'eau reste à consolider.

La démonstration que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum via le PSH est donc insuffisante et ne permet pas d'adapter les restrictions prévues dans l'arrêté cadre sécheresse du 7 juin 2023. **Par conséquent et en l'absence d'éléments justificatifs complémentaires, en cas de sécheresse, l'exploitant devra réduire ses prélèvements de 25% en alerte, 50% en alerte renforcée et arrêt en crise.**

Pour pouvoir démontrer que ses besoins en eau pour le procédé ont été réduits au minimum, l'exploitant doit compléter son PSH et engager des actions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Le site est concerné par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées car il dispose d'une rubrique soumise à autorisation au titre de la rubrique 2661, rubrique listée à l'article 1 du dit arrêté. L'exploitant a indiqué ne pas avoir établi la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées, actuellement et historiquement par l'installation, ainsi que les substances PFAS produites par dégradation demandée à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Il a indiqué que l'exercice était difficile, qu'il n'en utilisait pas dans son process mais qu'il y en avait dans les manches de ses filtres de poussières et qu'il avait interrogé certains fournisseurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°8 : L'exploitant établira la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées, actuellement et historiquement par l'installation, ainsi que les substances PFAS produites par dégradation. La date à laquelle chaque substance est susceptible d'avoir été rejetée sera précisée. Tous les produits utilisés sur l'installation devront faire l'objet d'une attention de la part de l'exploitant. Pour l'établissement de cette liste, l'exploitant se rapprochera, en particulier de ses fournisseurs. (délai : 3 mois).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Analyses PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : <u>Article 3</u> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. (...) <u>Article 4</u> I. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les

installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3. (...) Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée. (...) III. L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a réalisé, comme demandé, sur trois mois consécutifs une campagne d'analyses des substances PFAS. Les prélèvements ont été réalisés par SOCOTEC Pôle Environnement & Sécurité Sud accrédité COFRAC (Accréditation n°1-7125) et les analyses par le laboratoire accrédité MERIEUX NUTRISCIENCE. Les trois analyses ont été déclarées dans l'outil GIDAF. Tous les paramètres ont été mesurés en dessous de la limite de quantification (LQ) et déclarés par l'exploitant comme « Résultats < LQ ». Les LQ imposées par l'article 3 de l'arrêté ministériel pour AOF et chacune des substances PFAS sont respectées. Certaines LQ sont même inférieures à celles imposées par l'AM Ceci est satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exigences pour les prélèvements PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : L'exploitant a réalisé la campagne d'analyses demandées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Celle-ci a été effectuée avant le rejet au milieu, qui englobe tous les effluents du site (eaux

domestiques post fosse septique, eaux pluviales, eaux industrielles).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention du risque légionelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse méthodique des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Annexe I 3.7.I.1.a</u></p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques.</p> <p>(...)</p> <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p><u>Annexe I 3.7.2.b</u></p> <p>L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.</p> <p><u>Annexe I 4.2</u></p> <p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.</p> <p>Constats :</p> <p>La date de la dernière mise à jour de l'AMR a été vérifiée mais pas son contenu.</p> <p>Elle a été réalisée en septembre 2023 dans le cadre du changement de stratégie de traitement réalisé en août 2023 (passage d'un biocide non oxydant à un biocide oxydant avec mise en place d'un biodispersant). Le biocide non oxydant anciennement utilisé en traitement de fond a été conservé en traitement choc.</p> <p>La nouvelle version de la stratégie de traitement (V1 du 14/09/23) a également été consultée.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté:</p> <ul style="list-style-type: none"> la présence d'un panneau, apposé de manière visible, signalant le risque légionelle et l'obligation du port des EPI, masques notamment ; que l'exploitant dispose d'une réserve de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement. <p>Ceci est satisfaisant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Biocides

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 17 et 89.2 du règlement (UE) n°528/2012
Thème(s) : Risques chroniques, Biocides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Articles 17, 89.2 et 89.3 du règlement (UE) n°528/2012 du 22/05/2012</u></p> <p>Les substances actives présentes dans les biocides sont soit approuvées, soit au programme d'examen pour l'usage considéré (TP11)</p>

<p>Le cas échéant, pour les biocides utilisés, les délais d'interdiction de mise sur le marché et de fin d'utilisation en cas de non approbation de la substance active ou de non dépôt de dossier de demande d'AMM ne sont pas dépassés.</p> <p><u>Article R.522-18 du code de l'environnement</u></p> <p>Les produits biocides ont fait l'objet d'une déclaration sur la base de données https://biocid-anses.fr/ La déclaration est présente ET cohérente avec les informations fournies lors du contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>La substance active du biocide non oxydant est au programme d'examen pour l'usage considéré (TP11) (demande d'AMM déposée la base de données https://biocid-anses.fr/ et le site de l'ECHA). Les délais d'interdiction de mise sur le marché et de fin d'utilisation en cas de non approbation de la substance active ne sont pas dépassés (30/06/2027 du fait d'une soumission de la déclaration le 30/06/2017).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Conditions de stockage des produits de traitement TAR

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 2.10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention et étiquetage des produits dangereux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Annexe I 2.10 de l'arrêté du 14/12/2013</u></p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention [...]</p> <p><u>Article 69 du règlement (UE) n°528/2012 du 22/05/2012</u></p> <p>Tous les produits biocides sont étiquetés (y compris les flacons de transvasement)</p> <p>Les éléments d'étiquetage des produits selon le règlement CLP indiqués en rubrique 2.2 de la FDS sont cohérents avec l'étiquette des produits</p>
<p>Constats :</p> <p>Tous les différents produits de traitement de la TAR étaient placés sur rétention et étiquetés. À la demande de l'inspection, 2 FDS des produits de traitement en français ont été présentées. Elles sont disponibles via le fichier de recensement des produits chimiques du site. La FDS du produit biocide non oxydant date du 22/02/2021 et celle de l'anti tartre du 18/05/2022. Pour le biocide non-oxydant et le produit anti-tarte et anti-corrosion, la cohérence entre l'étiquette des produits et les éléments d'étiquetage des produits selon le règlement CLP indiqués en rubrique 2.2 de la FDS a été vérifiée. Pour le biocide non oxydant, l'étiquette précise la substance active contenue dans le produit, numéro de lot de préparation, la DLUO et le délai nécessaire pour l'apparition de l'effet biocide, l'effet biocide immédiat et la dose choc. Ceci est satisfaisant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>